

Décembre 2015

Réfugiés : dépasser la crise pour créer un vivre-ensemble

« Crise des réfugiés ». Depuis quelques mois, ce concept est dans toutes les bouches. Les images bouleversantes montrant l'afflux croissant de réfugiés en nos pays européens ont fait la une des médias. Le choix des mots n'est pas anodin. Il est révélateur de la vision qui entoure cette réalité : c'est un problème. À résoudre. Et si nous changions nos lunettes et que le « problème » devenait défi de société ?

Pour cela, il est d'abord nécessaire de travailler sur les préjugés et d'objectiver cette réalité. De qui parle-t-on ? D'êtres humains qui ont pour la plupart pris la décision de fuir leur pays en guerre : Syrie, Irak, Afghanistan... Entre 2000 et 2014, 22.000 personnes ont perdu la vie en tentant de rejoindre l'Europe¹. Des témoignages récoltés montrent que les risques encourus, en traversant la Méditerranée dans des embarcations de fortune, par exemple, ne dissuadent pas ceux qui savent que c'est leur seul espoir de vivre. Bien entendu, certains migrants sont des « réfugiés économiques », qui quittent leur pays en recherche d'une vie meilleure : un travail, des soins de santé, une scolarité pour leurs enfants... c'est légitime et il faut rappeler que la liberté de circulation est un droit fondamental garant de valeurs importantes : l'égalité et la justice. Est-il juste que nos droits soient définis par le coup du sort qu'est notre lieu de naissance ?

Pour mieux comprendre le parcours de réfugiés arrivés en Belgique nous conseillons la série de portraits « Réfugiés : leurs épreuves, leurs espoirs » de Magma, Magazine Mixité Altérité, à découvrir sur : <http://www.mag-ma.org/>

Il est nécessaire, ensuite, de relativiser. Dans un article d'opinion publié dans La Libre Belgique², le politologue François Gemene énumère les 10 raisons pour ouvrir les frontières. Parmi celles-ci, il pointe le fait que l'invasion annoncée dans des discours populistes est un fantasme et argumente que l'ouverture des frontières permettrait aux gens de migrer dans des conditions sûres et dignes et aux pays accueillants de « s'assurer que (ces migrations) se déroulent dans les meilleures conditions possibles ».

¹ Article d'opinion de François Gemene publié dans La Libre Belgique, le 20 août 2015.

² Idem.

Selon le politologue François Gemene, l'ouverture des frontières permettrait aux gens de migrer dans des conditions sûres et dignes et aux pays accueillants de « s'assurer que [ces migrations] se déroulent dans les meilleures conditions possibles ».

Enfin, il faut contrer la peur provoquée par l'inconnu et la différence. La peur d'une invasion des musulmans dans un pays dit chrétien ne peut justifier le repli identitaire et le non-respect des droits humains. Ainsi, la réaction de la Hongrie face au flux de migrants à ses frontières, avec entre autres la construction d'un mur sécuritaire présenté par certains comme une mesure nécessaire pour « canaliser le flux des migrants »³, n'est pas une bonne solution.

Pire, l'amalgame entre « réfugiés » et « terroristes » de plus en plus présent depuis les attaques du 13 novembre 2015 à Paris est anxiogène et contre-productif.

Réunis en septembre 2015 à Copenhague (Danemark) et Malmö (Suède), les représentants des Commissions Justice et Paix Europe ont pu échanger sur un constat commun à leurs différents pays européens : la peur est un thème récurrent. Cette peur se présente au moins sous trois formes : la peur de perdre sa culture et son identité, la crainte d'une faillite de l'État providence submergé par l'arrivée d'un grand nombre d'étrangers et la peur que les étrangers ne prennent les possibilités d'emploi qui s'offrent à la population locale. Heureusement, les

³ C'est le point de vue défendu par Rudolf Rezsöházy, historien, dont les propos sont repris par La Libre Belgique du 14 octobre 2015. « La Hongrie, victime d'un mauvais procès ? » : <http://www.lalibre.be/debats/ripostes/la-hongrie-victime-d-un-mauvais-proces-561e39f435700fb92fb3c461>

différentes visites et rencontres réalisées⁴ ont permis de mettre en avant des initiatives et dès lors des pistes d'action d'émancipation des femmes (empowerment), de formation des personnes sans emploi et de création d'espaces de partage et de dialogue entre gens d'origines et de religions diverses.

L'objectif n'est évidemment pas de gommer les difficultés, qu'elles soient intra-familiales ou vécues au niveau de la société. Le défi de la multi-culturalité doit se concevoir de manière globale, en tenant compte des réalités qui se vivent. Ainsi, l'entreprise sociale suédoise « Yalla Trappan »⁵, malgré la réussite de son action et l'insertion de nombreuses femmes d'origine étrangère dans le monde du travail, ne cache pas qu'il a fallu tenir compte des spécificités culturelles : pour arriver à impliquer activement les femmes, il a fallu également mettre en confiance leurs maris. Des représentants de la ville de Malmö insistent quant à eux sur la nécessité que les citoyens rapportent les délits « de haine », c'est-à-dire commis par refus des différences d'identités (sexuelles, de religion, de couleur) : « ne pas reconnaître ces crimes, c'est nier le problème », nous disent-ils. Ces derniers mois, la Suède, pays pourtant reconnu comme le plus accueillant de l'Union européenne avec ses 16% de la population d'origine étrangère, a vécu de nombreuses attaques d'extrémistes antisémites ou islamophobes, dont des

incendies criminels dans des foyers pour réfugiés. À cela, la ville de Malmö répond par un investissement dans des projets de dialogue et la formation de l'ensemble de ses employés aux réalités d'une ville multi-culturelle⁶. Le message politique majoritaire actuel est orienté sur le long terme et le vivre-ensemble. Un défi alors que certains partisans de « la Suède aux Suédois » semblent gagner des points dans les enquêtes d'opinion.

Ces rencontres montrent à quel point les leaders d'opinion et les acteurs sociaux jouent un rôle central dans le choix entre une société accueillante et une société inhospitalière. Ceux-ci doivent s'inspirer des nombreux actes de charité et de solidarité qui ont été entrepris par les citoyens des différents pays européens, pensons par exemple à la Belgique et à la mobilisation citoyenne autour du Parc Maximilien à Bruxelles au mois de septembre.

Les leaders d'opinion et les acteurs sociaux jouent un rôle central dans le choix entre une société accueillante et une société inhospitalière.

Dans certains cas, les autorités locales se sont activement impliquées. Il existe des expériences positives d'accueil des réfugiés. Cet article ne peut évidemment pas les citer toutes, mais il nous paraît opportun de faire au moins une référence à ce qui s'est vécu à Belgrade (Namur) en Belgique où, en septembre 2015, riverains, autorités locales et membres de la Croix-Rouge sont entrés en dialogue pour répondre aux questions et inquiétudes et ainsi accueillir les demandeurs d'asile dans un climat serein.

Après l'étape de l'asile, il faut pouvoir mettre en place les conditions pour passer d'une société accueillante à une société multi-culturelle, où le vivre-ensemble est une réalité positive. À ce sujet, nous renvoyons le lecteur aux dossiers de la revue en ligne Magma ainsi

⁴ À Copenhague, nous avons rencontré un représentant du Parlement danois, visité l'Institut danois des Droits de l'Homme, ainsi que Politikenshus, un groupe de médias. Nous avons également assisté à un débat sur « L'Église nationale danoise et les étrangers » entre des membres de diverses églises chrétiennes et un imam. À Malmö, nous avons visité le Centre islamique de Rosengård, Ögårdsskolan, une école primaire musulmane, le Collège catholique Sancta Maria, une église luthérienne suédoise à Rosengård, le Dialogforum, un projet de la ville de Malmö qui s'inscrit dans un programme de lutte contre les discriminations, et Yalla Trappan, une entreprise sociale d'insertion par le travail où nous avons eu l'occasion de rencontrer des personnes issues d'un large éventail de cultures et de traditions religieuses.

⁵ Qui peut être traduit par « avançons »

⁶ Malmö compte 31% d'une population issue de 177 nationalités. On y parle 150 langues différentes.

que du site Mic Mag⁷ qui présentent tous deux le point de vue de personnes intégrées, s'impliquant, à leur tour, dans des actions de solidarité.

L'alternative doit se construire non seulement au niveau local mais doit aussi être le résultat d'une réponse politique unifiée au niveau européen. Il faut un leadership moral qui porte les valeurs de non-discrimination et de respect des minorités. Il faut une vision politique à long terme qui dépasse les idées reçues et les messages électoralistes.

L'Église catholique s'est clairement positionnée à ce sujet. Le Pape François est intervenu en faveur d'une « bonne » société qui « se reconnaît la vocation de chercher à satisfaire les besoins communs en favorisant la croissance de tous ses membres, et en particulier des plus vulnérables et de ceux qui courent les plus grands dangers »⁸. Au niveau belge, l'Évêque de Gand et Président de Caritas Europe Mgr Van Looy a profité du Synode sur la famille qui a eu lieu en octobre 2015 pour rappeler que « le commerce, l'industrie, les banques et la technologie sont omniprésents et que leur trafic libre ne connaît pas de frontière. Pour les humains par contre il y a des frontières strictes. Il est grand temps que nous disions au monde que le plus important ce sont les personnes. Nous ne pouvons pas abandonner ces familles migrantes ou en fuite et les laisser livrées à elles-mêmes. Comment leur donner un espoir crédible ? ». Le journal La Croix adopte quant à lui une position résolument volontariste et pragmatique : dans un article publié le 29 septembre 2015⁹, le journal français montre comment, au-delà des coûts immédiats, « l'arrivée des migrants (est) un stimulant pour l'emploi et l'économie (...) parce que ce sont des futurs travailleurs, consommateurs et des contribuables ».

Entre charité, solidarité et pragmatisme, les arguments sont nombreux pour penser enfin

une politique d'accueil et d'intégration des réfugiés. C'est devenu incontournable à l'heure où les questions internationales sont devenues européennes et nationales.

Auteurs :
Axelle Fischer, secrétaire
générale et Arnaud
Gorgemans, Président de
Justice et Paix

⁷ <http://micmag.be/>

⁸ Dans son discours au Congrès des États-Unis d'Amérique, le 24 septembre 2015.

⁹ « L'arrivée des migrants, une chance pour l'économie française », journal La Croix le 29 septembre 2015.



ANALYSE

Publié avec le soutien de la
Fédération Wallonie-Bruxelles



Ed resp : Axelle Fischer, Commission Justice et Paix
31/6, Rue Maurice Liétart - 1150 Bruxelles – Belgique
Tél : +32 (0)2 738 08 01 – IBAN : - BE30 0682 3529 1311
www.justicepaix.be - info@justicepaix.be